

Les 20 ans du Forum Francophone des Affaires, promoteur d'une «Francophonie puissance» de demain

par Louis Duvernois

Sénateur des Français établis hors de France
Président du Groupe interparlementaire France Pays de la Corne
de l'Afrique
Vice-Président des Groupes interparlementaires France-Canada
et France-Québec

Les 68 Etats et Gouvernements membres et observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie représentent, selon une étude récente, 1/5ème des échanges commerciaux et des investissements directs étrangers dans le monde.

C'est dire, comme le souligne Alain Joyandet, secrétaire d'Etat français chargé de la Coopération et de la Francophonie, combien, au-delà d'une francophonie linguistique et culturelle, il existe aussi une francophonie économique à développer.

En effet, peu importe qui conçoit, élabore, créé des technologies, des savoir-faire multiples, ouvre des marchés, l'important est, finalement, d'être en situation culturelle et politique pour mettre en œuvre des complémentarités d'actions.

La Francophonie, telle que nous l'interprétons depuis sa naissance institutionnelle, en 1970, à l'initiative d'éminents chefs d'Etat africains et du sud-est asiatique, est fondée sur le partage d'une langue et sur des valeurs solidaires de coopération.

Les Assises de la francophonie économique, le 17 octobre 2008, à Montréal, à l'invitation de la Banque nationale du Canada, établissement financier privé fondé au Québec, en français, s'inscrivent donc dans l'actualité d'un développement durable au sein d'une mondialisation que nous voulons davantage maîtrisée, en tout cas, mieux équilibrée.

La croissance économique n'a, certes, aucun sens si elle est sa propre finalité. Seuls l'amélioration de la situation du plus

grand nombre et l'épanouissement de la personne constituent des buts légitimes. C'est d'ailleurs en ces termes que le Président de la République française, Nicolas Sarkozy, a tenu dernièrement à le réaffirmer.

Pour célébrer ses 20 ans, le FFA, seule organisation économique officielle du Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement francophones, participe ainsi pleinement à cet universalisme humaniste puisé dans les fondements d'une langue partagée. Il a privilégié, pour ses travaux, l'information économique en français, les investissements et les exportations dans les pays de l'espace francophone sur les 5 continents.

La francophonie économique est plus que jamais consciente qu'elle est porteuse d'une «Francophonie puissance» pas plus utopique que ne pouvait l'être, jadis, la promotion de l'exception culturelle et, ensuite, de la diversité culturelle adoptée par convention à l'UNESCO, en 2005.

Le Président du FFA, Stève Gentili, dirigeant d'un grand établissement bancaire présent dans plusieurs pays, a bien compris qu'une francophonie librement assumée, aux objectifs ambitieux, est un moyen d'offrir un progrès économique.

Je voudrais, en ce 20ème anniversaire du FFA, lui rendre hommage. Sa vision, son engagement, ses convictions sont exemplaires.

Dans un livre remarqué «Demain la Francophonie» (Ed. Flammarion), Dominique



Wolton, directeur de recherche au CNRS, considère que la francophonie est «la possibilité de conjuguer autrement culture, économie, démocratie et société». Le Président Gentili ne fait pas autrement que mettre en œuvre ce postulat.

Il nous faut maintenant, et pour l'avenir, avoir la volonté et le courage de sortir d'une pensée unique dominante où la règle tend à l'imposition d'un modèle culturel d'entreprise et de gestion.

L'ouverture aux autres n'est-elle pas, d'abord, le moyen de renforcer sa propre identité, n'est-elle pas aussi une des conditions du succès dans tous les domaines ? En se tenant à Montréal, simultanément au 12ème Sommet de la Francophonie qui réunira à Québec près d'une soixantaine de chefs d'Etat et de Gouvernement, les Assises de la francophonie économique sont l'événement marquant de cette progression recherchée.

Autour du Forum Francophone des Affaires, se sont, en effet, rassemblés nombre d'organismes et de participants mus par le désir d'entreprendre et de réussir. Je voudrais à cette occasion, souligner le rôle particulier de quelques uns d'entre eux, co-organisateurs des Assises : Union de la Presse Francophone (UPF), Réseau de développement économique et d'employabilité de la Francophonie canadienne (RDEE).

La force économique pèse naturellement sur toute politique sociale et culturelle. Le FFA, carrefour de compétences, rassemblement d'entrepreneurs, est à la convergence d'actions propres à orienter le XXIème siècle qui verra la francophonie entrer de plain-pied dans un monde ouvert, différent, compétitif et conscient que la diversité est une «valeur ajoutée». ■